



Montreuil, le 12/07/2024

POUR QUE VIVENT LA DÉMOCRATIE ET LE PROGRÈS SOCIAL !

Depuis la dissolution décidée par E. Macron, la CGT a pris toutes ses responsabilités. La CGT est restée indépendante mais pas neutre face au danger que représente l'extrême droite pour le pays, nos services publics, nos missions, notre statut, etc. En appelant à soutenir le programme du nouveau front populaire, la CGT est restée fidèle à ses valeurs, dans son rôle, et a œuvré pour le progrès social.

Les résultats du second tour des élections législatives nous sont apparus comme une bouffée d'oxygène, nous avons toutes et tous évité le pire. Pour autant, nous n'oublions pas qu'onze millions de citoyen-e-s se sont exprimé-e-s en faveur du rassemblement national et que les ultra-libéraux restent majoritaires à l'Assemblée.

La CGT Finances Publiques s'est engagée fortement pendant ces élections afin que toutes vos revendications puissent être portées auprès de forces politiques progressistes. En s'affichant contre l'obscurantisme et l'imposture sociale des extrêmes droites, la CGT Finances Publiques affirme que la poursuite des politiques libérales n'est pas une alternative. Le gouvernement d'E. Macron a perdu toute légitimité avec les résultats des élections européennes et législatives. Pourtant, le président de la République, dans une lettre adressée aux Français, reste dans le déni et s'assoit sur la démocratie. Soulignant en introduction le « *besoin d'expression démocratique* », il poursuit en affirmant de manière péremptoire : « *Personne ne l'a emporté* ». Malgré le rejet de sa politique, le Président rejoue la même litanie, disant avoir compris « une demande claire de changement et de partage du pouvoir ». Il appelle donc de ses vœux une coalition gouvernementale qui, citons-le encore, « *devra se construire autour de quelques grands principes pour le pays, de valeurs républicaines claires et partagées, d'un projet pragmatique et lisible et prendre en compte les préoccupations que vous avez exprimées au moment des élections* ».

Ce que la population a clairement exprimé, ce n'est pas son « *besoin d'expression démocratique* » mais son besoin de démocratie et un rejet clair de la politique menée depuis des années ! Du mouvement des gilets jaunes jusqu'aux millions de citoyens opposés à la réforme des retraites, E. Macron continue de décider seul ! Au lendemain de deux défaites électorales, le Président entend encore nous faire des leçons et tente à nouveau d'imposer sa volonté et sa politique. Les avancées sociales sont au programme des forces politiques élues en tête des élections législatives, le Nouveau Front Populaire !

Le sursaut populaire citoyen, né il y a quelques semaines, ne doit pas s'arrêter, il doit s'organiser dans la durée pour que vive la démocratie et que le vote exprimé soit respecté.

Cette dynamique, qui nous a permis d'échapper au pire, doit s'amplifier pour permettre aux travailleuses et travailleurs de reprendre le contrôle sur leur travail et leur vie. Dans cet objectif, la CGT Finances publiques invite l'ensemble des collègues à se réunir sur leurs sites et à établir des cahiers de doléances pour poser les revendications pour notre champ professionnel. **La justice fiscale doit notamment enfin être au rendez-vous !**

Pour mémoire dans la plateforme intersyndicale nationale « Prenons un Printemps d'avance » de 2021 les 50 revendications n'ont malheureusement pas pris une ride, tant elles n'ont très majoritairement pas été satisfaites.

Sans mobilisation et quel que soit le gouvernement qui sera issu des discussions en cours, il n'y aura pas d'aboutissement des revendications des travailleurs et travailleuses. La CGT invite l'ensemble des collègues à se saisir de toutes les mobilisations qui auront lieu dès aujourd'hui pour exprimer leur volonté d'application immédiate du programme du NFP.



APRÈS LES URNES, TOUTES ET TOUS DANS LA RUE :

-  Pour une retraite à 60 ans à taux plein,
-  Pour l'abrogation et l'abandon définitif des lois et projets dits de « transformation de la Fonction publique »,
-  Pour la consolidation et l'amélioration du statut des Fonctionnaires,
-  Pour de meilleures rémunérations, dont l'augmentation significative de la valeur du point d'indice (au delà de 10%) et son indexation sur l'inflation,
-  Pour des emplois à la hauteur des missions,
-  Pour de véritables évolutions de carrières,
-  Pour une mobilité choisie,
-  Pour redonner du sens au travail,
-  Pour des missions et des structures au service de l'intérêt général, et un réseau de proximité de pleine compétence sur l'ensemble du territoire.

**À la DGFIP comme ailleurs,
ON NE LÂCHE RIEN !**

